

## Communiqué de presse

---

Contact : Isabel Box  
Titre : Senior Manager Marketing & Communications  
Tél : +32 (0)2 302 25 51  
Mobile : +32 (0)485 31 79 63  
Email : [ibox@deloitte.com](mailto:ibox@deloitte.com)

---

### Un environnement réglementaire trop complexe entrave les investissements à long terme au sein de l'industrie européenne, selon une nouvelle analyse du cabinet Deloitte

Deloitte a regroupé ses recherches sur la compétitivité de l'industrie européenne au sein d'un tableau de bord, mettant en évidence des informations clés sur l'état de l'industrie européenne et les principaux domaines facilitants

#### Bruxelles, Belgique – 17 décembre 2024

Près d'une entreprise européenne sur trois (32 %) considère la réglementation comme un obstacle majeur à l'investissement à long terme. C'est l'une des conclusions d'une récente étude de Deloitte. La recherche a été structurée dans un tableau de bord, qui donne un aperçu de plusieurs domaines prioritaires. Il révèle que les complexités de l'industrie européenne posent des défis importants, ce qui se reflète également en Belgique. Le tableau de bord vise à accroître la transparence et à fournir des informations factuelles sur la compétitivité de l'industrie européenne, ainsi que sur l'impact des mesures politiques à venir. Une autre conclusion du tableau de bord est que les procédures d'autorisation pour les projets industriels dans l'UE sont les plus longues, avec des délais pouvant atteindre jusqu'à neuf ans pour les grands projets, soit environ 1,5 à 2 fois plus long que la moyenne américaine. En revanche, la Chine a un processus rationalisé qui est souvent 3 à 5 fois plus rapide que dans l'UE, les permis étant délivrés en quelques mois pour les secteurs prioritaires. L'étude met également en évidence les points forts et les possibilités de progrès de l'Europe, ce qui est crucial à une époque où les industries sont aux prises avec des difficultés considérables.

#### L'industrie européenne et belge en pleine tempête

La production industrielle de l'UE a chuté de plus de 10 % au cours des deux dernières années et les importations nettes de produits à forte intensité énergétique ont augmenté ces dernières années au sein de l'UE. Dans l'industrie sidérurgique, par exemple, en l'espace d'une décennie, l'UE est passée du statut d'exportateur net à celui d'importateur net. Avec une baisse de 12,7% de la production industrielle au cours des 2 dernières années, la baisse est encore plus importante en Belgique. Dans l'industrie chimique belge, l'utilisation des capacités de production est actuellement d'environ 70 %, ce qui est nettement inférieur à la tendance historique.

*« Nous entendons ces défis tous les jours lorsque nous en parlons à nos clients. Les entreprises belges font du surplace depuis un certain temps déjà. La situation est critique. Si nous ne parvenons pas à maintenir une industrie manufacturière forte en Belgique et en Europe, nous risquons d'éroder nos bases économiques et de perdre notre avantage concurrentiel sur la scène mondiale. Le départ des grands acteurs de l'industrie entraînerait non seulement des pertes d'emplois, mais perturberait également des chaînes d'approvisionnement entières et des petites entreprises qui dépendent de ces grandes entreprises », déclare Rolf Driesen, CEO de Deloitte Belgique. « Il faut agir. Mais une action ciblée nécessite des données. Par conséquent, nous avons développé un tableau de bord complet qui aide les entreprises à acquérir les connaissances et la prévoyance nécessaires pour anticiper, comprendre et naviguer dans les complexités de l'industrie. Se concentrer à la fois sur les défis et les opportunités. »*

Le tableau de bord illustre la tempête parfaite à laquelle l'industrie est confrontée et l'impact des prix élevés de l'énergie et de la dépendance énergétique. Frederik Debrabander, Industry Leader Energy, Resources & Industrials chez Deloitte, déclare : « La récente

*alerte d'Essenscia concernant le doublement potentiel des tarifs du réseau haute tension d'Elia, souligne les défis critiques auxquels les entreprises belges sont confrontées dans ce domaine à une époque où les prix de l'électricité pour les utilisateurs industriels en Europe sont en moyenne deux à trois fois plus élevés qu'aux États-Unis et deux fois plus élevés qu'en Chine. Pour le gaz naturel, l'Europe paie même quatre à cinq fois plus cher que les États-Unis. L'UE est également fortement dépendante des importations d'énergie, 63 % de son énergie provenant de l'étranger. La Chine a une dépendance nettement inférieure de 21 %, tandis que les États-Unis sont un exportateur net d'énergie depuis cinq ans, avec un excédent d'exportation de 7,5 %. En outre, la transition vers des sources d'énergie plus renouvelables présente des défis et des incertitudes supplémentaires. Notamment la dépendance à l'égard de sources non européennes pour les matières premières essentielles et critiques. Par exemple, 98 % des métaux des terres rares de l'UE proviennent de Chine. Les entreprises doivent trouver un équilibre entre le besoin d'options énergétiques plus écologiques et les réalités du coût et de la disponibilité. Il est crucial qu'ils reçoivent du soutien pendant cette transition, afin de s'assurer qu'ils restent compétitifs tout en contribuant à nos objectifs communs en matière de durabilité.*

Johan Deburchgrave, CEO du plus grand fabricant de briques familial d'Europe, Vandersanden, qui a récemment investi de manière significative dans une nouvelle usine de production de briques de façade à bilan négatif en CO<sub>2</sub>, souligne l'importance d'un soutien et de stratégies sur mesure pour les entreprises de taille moyenne. « *Elles n'ont pas toujours accès à une infrastructure comparable à celle des grandes entreprises, et elles ont plus de difficulté à réaliser des avantages d'échelle. Cela rend plus difficile la gestion de l'augmentation des coûts de l'énergie, de la main-d'œuvre et des matières premières. En ce qui concerne nos opérations, nos coûts de main-d'œuvre ont augmenté de près de 20 % depuis 2020, nos coûts de matières premières ont augmenté d'environ 25 % et nos coûts énergétiques ont plus que triplé au cours de la même période. En outre, l'augmentation des coûts des émissions de l'EU-ETS constitue également une menace, en raison de l'élimination progressive des allocations gratuites et de la hausse du prix du carbone. Cette combinaison pourrait créer une crise existentielle, car les coûts liés au système EU-ETS augmenteront beaucoup plus rapidement que la vitesse à laquelle nous pouvons mettre en œuvre notre stratégie de neutralité carbone.*

## Exploiter les atouts de l'Europe

Parmi ces difficultés, Deloitte souligne que l'UE dispose d'atouts et de possibilités d'avancement importants qui la positionnent favorablement pour la croissance future et la compétitivité sur la scène mondiale. En ce qui concerne l'innovation dans les technologies vertes, l'UE est en tête, avec 18 milliards d'euros de capital-risque levés à fin 2023, contre seulement 12 milliards d'euros aux États-Unis. En outre, l'UE a une proportion d'énergie renouvelable nettement plus élevée dans son mix énergétique (29 %) que les États-Unis (19 %) et la Chine (13 %). Dans le même ordre d'idées, l'UE est en tête en termes d'intensité des émissions de ses produits industriels, avec par exemple 13 % d'émissions inférieures à celles des États-Unis et de la Chine pour la production d'acier et des émissions nettement inférieures à celles de la production d'aluminium, soit 50 % de moins que les États-Unis et 66 % de moins que la Chine. En outre, le taux de recyclage du plastique dans l'UE est près de trois fois plus élevé qu'aux États-Unis.

*« La Belgique dispose d'écosystèmes industriels solides, tels que le secteur chimique à Anvers, le cluster biotechnologique de Charleroi, les communautés technologiques autour d'Imec à Louvain, les pôles de start-ups technologiques à Gand et à Liège, et le centre de cybersécurité de Redu autour de l'Euro Space Center, entre autres. Ceux-ci sont essentiels pour l'emploi et créent un pouvoir d'innovation. C'est crucial car les progrès technologiques offrent des opportunités. L'IA générative, par exemple, peut contribuer à augmenter la productivité en Belgique sans nécessiter d'heures de travail supplémentaires. En optimisant les processus de travail et en augmentant la valeur ajoutée par heure travaillée, les entreprises européennes peuvent rester compétitives par rapport à celles des États-Unis et de la Chine », explique M. Driesen. « L'adoption de nouvelles technologies sera nécessaire pour rester pertinente au niveau mondial. Pour y parvenir, l'Europe a également un rôle à jouer. Elle doit relever ses défis structurels pour attirer des capitaux et éviter des réglementations restrictives inutiles en matière de R&D. C'est plus que nécessaire : les investissements en R&D dans l'UE sont à la traîne : les industries énergivores dépensent 19,2 milliards d'euros en R&D, soit seulement 85 % du niveau des États-Unis et seulement 6 % de plus que la Chine, qui est en passe de dépasser bientôt l'UE.*

###

## Vers un cadre d'accompagnement et de suivis adapté aux objectifs

Deloitte, en partenariat avec le Cefic, développe un cadre de suivi basé sur la structure de la Déclaration d'Anvers, inspiré par la devise d'Ursula von der Leyen : « *Ce qui est mesuré, est fait* ». Le cadre se concentre sur des indicateurs clés tels que les coûts de l'énergie, l'accès aux matières premières, les investissements dans l'innovation et la complexité réglementaire afin de mesurer l'impact des mesures politiques sur l'industrie européenne et d'améliorer la compétitivité. Grâce à des recherches, des ateliers et des événements

tels que l'événement sur *l'Avenir de l'industrie européenne* en novembre dernier, des informations sont recueillies et traduites en un tableau de bord préliminaire. À partir de 2025, la version finale du cadre de suivi, dont la conception, le positionnement, la sélection finale des indicateurs et d'autres éléments doivent être développés par le biais d'une vaste consultation d'experts et de l'ensemble de la communauté anversoise, fournira aux décideurs politiques et aux entreprises des informations clés sur l'état de l'industrie européenne, tout en servant d'outil stratégique pour une action ciblée.

## **Deloitte en Belgique**

Avec plus de 5 700 collaborateurs et 11 bureaux en Belgique, Deloitte est le plus grand cabinet de conseil dans le domaine de l'audit, de la comptabilité, du conseil juridique et fiscal, de la consultance, du conseil financier et du conseil en gestion des risques.

Deloitte Belgique s'adresse aux plus grandes entreprises nationales et internationales ainsi qu'aux PME, au secteur public et aux organisations sans but lucratif. Deloitte Belgique est une organisation indépendante et autonome et un cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Un chiffre d'affaires de 819,4 millions EUR a été réalisé pour l'exercice 2024.

Deloitte Belgium SRL est la filiale belge de Deloitte NSE LLP, un cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited qui vise la qualité la plus élevée en matière de prestation de services et de conseils professionnels. Ses services reposent sur une stratégie mondiale couvrant plus de 150 pays. À cette fin, l'expertise de plus de 460 000 professionnels est disponible sur tous les continents. Pour l'exercice 2024, le chiffre d'affaires de Deloitte Touche Tohmatsu Limited s'est élevé à plus de 67,2 milliards USD.

Deloitte fait référence à un cabinet membre de Deloitte, à une ou plusieurs entreprises associées ou à Deloitte Touche Tohmatsu Limited, qui est une société privée à responsabilité limitée au Royaume-Uni (« DTTL »). DTTL et ses cabinets membres sont chacun des entités juridiquement distinctes et indépendantes. DTTL (également connu sous le nom de « Deloitte Global ») ne fournit pas de services aux clients. Rendez-vous sur la page <http://www.deloitte.com/about> pour une description plus détaillée de la structure juridique de DTTL et de ses cabinets membres.